

Taxe d'accise—Loi

être du pays tout entier, ils sont à la charge de l'État. Non seulement ils ne paient pas d'impôt ce qui serait pour le plus grand bien du gouvernement, mais encore ils reçoivent des prestations d'assurance-chômage à même les derniers publics. Nous payons des milliards de dollars pour garder des gens à ne rien faire. Et pourtant, je suis carrément contre le plan du gouvernement de réduire les prestations de chômage. Une fois leurs prestations épuisées, ces gens vivront de l'assistance publique. Au lieu d'augmenter les recettes fiscales du gouvernement, ils lui coûtent de l'argent.

Quoi de plus logique que de faire travailler les gens, de faire en sorte que le taux de chômage soit de 4 p. 100 comme il l'a été pendant tant d'années après la Deuxième Guerre mondiale et non pas de 10, 11 et 12 p. 100. Et le gouvernement qui continue de prédire, dans ses documents budgétaires et ses analyses économiques, que le taux de chômage demeurera à 10 p. 100, peut-être davantage, au cours des prochaines années.

M. Blenkarn: Monsieur le Président, le député n'a certes pas pris connaissance des projections actuelles du Conseil économique du Canada qui prévoit que le taux de chômage continuera de tomber tant que nous poursuivrons notre politique actuelle. Le député n'ignore pas que 300,000 personnes ont rejoint les rangs de la population active depuis un an et contribueront ainsi à l'essor de notre société. Je lui rappelle également que ces données sont terriblement erronées, parfois, et difficiles à analyser. Elles ne s'expliquent pas par des compressions importantes, car il n'y en a pas eu.

Je demande donc au député d'analyser les données. Les députés doivent bien saisir les affaires financières d'un gouvernement quand ils traitent de questions budgétaires, plus précisément de questions fiscales. Rien que pour le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, les dépenses ont augmenté de 70 millions au cours des quatre premiers mois de l'année. Il s'agit d'une hausse appréciable des dépenses engagées pour aider les gens à se recycler ou à trouver un autre emploi. Nous sommes sur cette voie-là, sur la bonne voie. Le député doit certainement comprendre que nous ne pouvons pas emprunter indéfiniment et continuer à accumuler un déficit budgétaire qu'il nous sera difficile de financer.

● (1650)

M. Orlikow: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député lorsqu'il dit que nous ne pouvons pas continuer indéfiniment. Cependant, les gouvernements ne sont pas les seuls à accumuler des déficits. La dette des particuliers canadiens, lesquels peuvent acheter une maison en contractant une hypothèque et des appareils électroménagers à crédit, a augmenté

plus rapidement encore que le déficit du gouvernement. Il suffit de voir ce qui se passe aux États-Unis.

Comme je l'ai dit dans mon discours, au cours des huit années où le président Reagan aura été Président des États-Unis, le déficit américain aura doublé par rapport à la dette accumulée par ce pays en près de 200 ans d'histoire. En Grande-Bretagne, le gouvernement Thatcher a fait exactement ce que notre gouvernement semble vouloir faire. Un taux de chômage à 13 p. 100 sévit actuellement dans ce pays, le plus fort jamais connu depuis la Grande dépression.

On ne résoudra pas le problème en réduisant le déficit grâce à une diminution des services. Nous devons aider les gens qui ont le plus besoin d'aide et adopter un régime fiscal en vertu duquel les grandes sociétés et les personnes à revenu élevé payent leur juste part d'impôt. Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle.

M. Blenkarn: Monsieur le Président, je suis frappé d'entendre parler ainsi le député, dont le parti a soutenu le gouvernement précédent pendant 16 ans, tandis que le déficit passait de 17 milliards à près de 200 milliards de dollars. Si c'est là la preuve que le fait de dépenser au-delà de notre capacité productive et contributive favorise la prospérité, je voudrais savoir pourquoi nous avons hérité d'un taux de chômage de 11.6 p. 100. La réponse, c'est que la politique du gouvernement passé n'a pas porté fruit, car c'est impossible. Nous devons appliquer des programmes plus sensés et c'est ce que nous faisons. Je suis surpris que le député refuse de l'admettre et qu'il ne renonce pas à ses vieux principes et décide de soutenir le gouvernement actuel et sa politique.

M. Orlikow: Monsieur le Président, le député devrait examiner le bilan des autres gouvernements. Il verrait que tous les gouvernements provinciaux de notre pays, qu'ils soient conservateurs, libéraux, néo-démocrates ou créditistes, sont confrontés à des déficits importants. Si le gouvernement actuel donne suite à son projet de réduire les dépenses consacrées à l'enseignement postsecondaire, aux services de santé et à l'assistance sociale et qu'il prélève, comme il se le propose, deux milliards de dollars aux provinces au titre de ces programmes à frais partagés, nous verrons les déficits des gouvernements provinciaux augmenter considérablement. Nous n'avons pas obtenu de résultats non plus en essayant d'enrayer le déficit en restreignant les services et en limitant les dépenses.

Le président suppléant (M. Charest): Avant de donner la parole au député, je dois régler une question d'ordre administratif.